

SCoT de la Grande région de Grenoble Pourquoi une modification simplifiée ?

19 février 2025

Joël GULLON

Président de l'EP SCoT de la Greg

Benoît PARENT

Directeur de l'EP SCoT de la Greg

Olivier ALEXANDRE

Chargé de mission de l'EP SCoT de la Greg

Constant BERROU

Chargé d'études à l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise

Philippe COUILLENS

Juriste à l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise

Laurent SGARD

Directeur d'études à Médiaterre Conseil

- Le SCoT de la Greg : territoire, gouvernance, missions, actualités
- La modification simplifiée du SCoT : motifs, contour et calendrier
- L'évaluation environnementale : rôles et principaux enjeux (par Médiaterre)

Qu'est-ce qu'un SCoT ?

2000

Date de naissance
des SCoT
dans la loi Solidarité,
Renouvellement
Urbains (SRU)

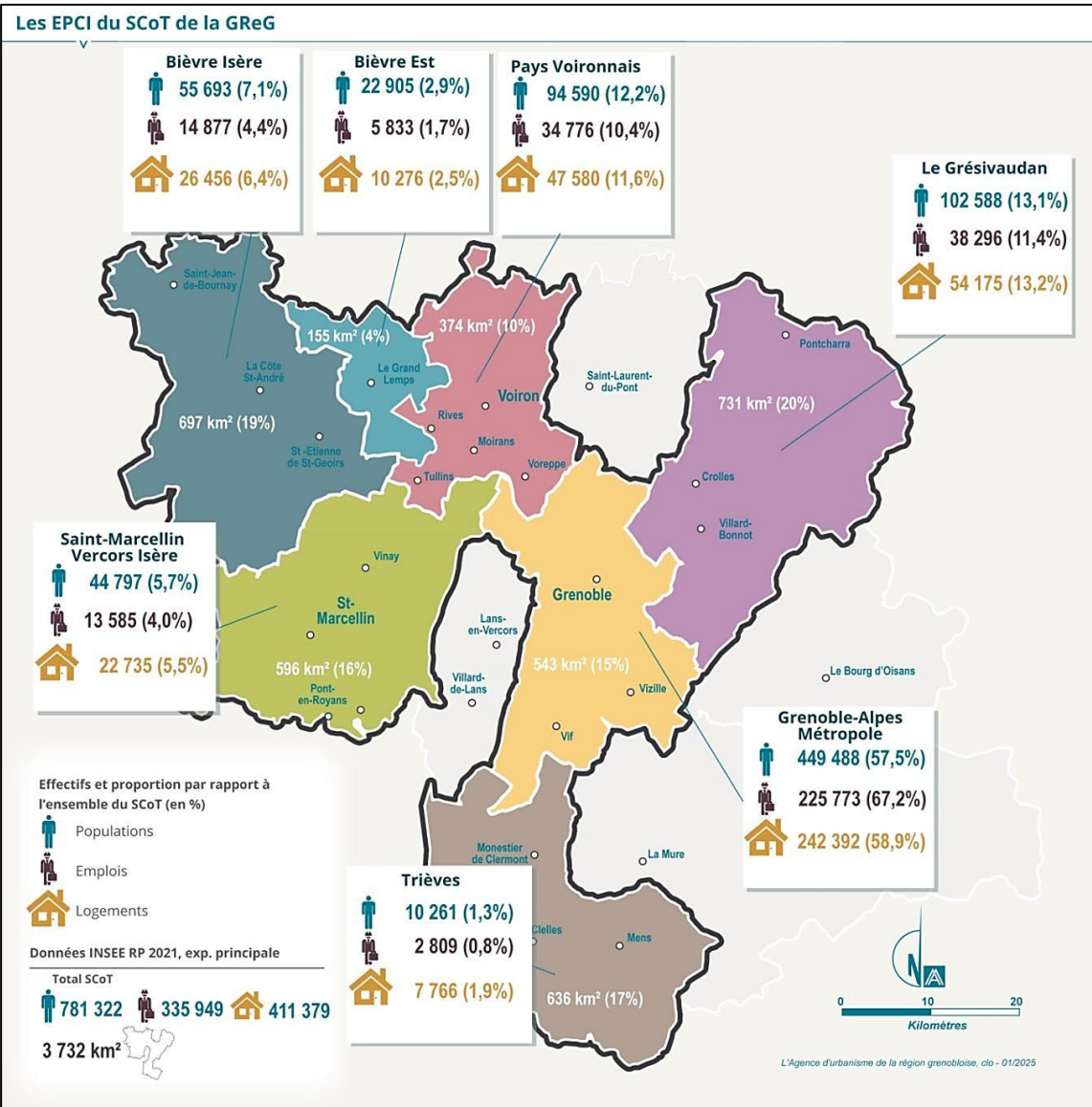
Un document stratégique et réglementaire pour :

- Porter une vision commune du grand bassin de vie, à l'horizon 20 ans
 - Et articuler les problématiques locales avec des ambitions nationales
- Le SCoT est destiné à servir de **cadre de référence** pour les différentes politiques sectorielles

La Grande Région de Grenoble et ses EPCI



Approuvé le 21 déc. 2012
 Modifié en 2018 (périmètre)
 1^{er} Bilan en 2018
 2^e Bilan en 2024



261 communes

778 000 habitants en 2020

3 732 Km² (dont environ 90% d'espaces naturels, agricoles ou forestiers)

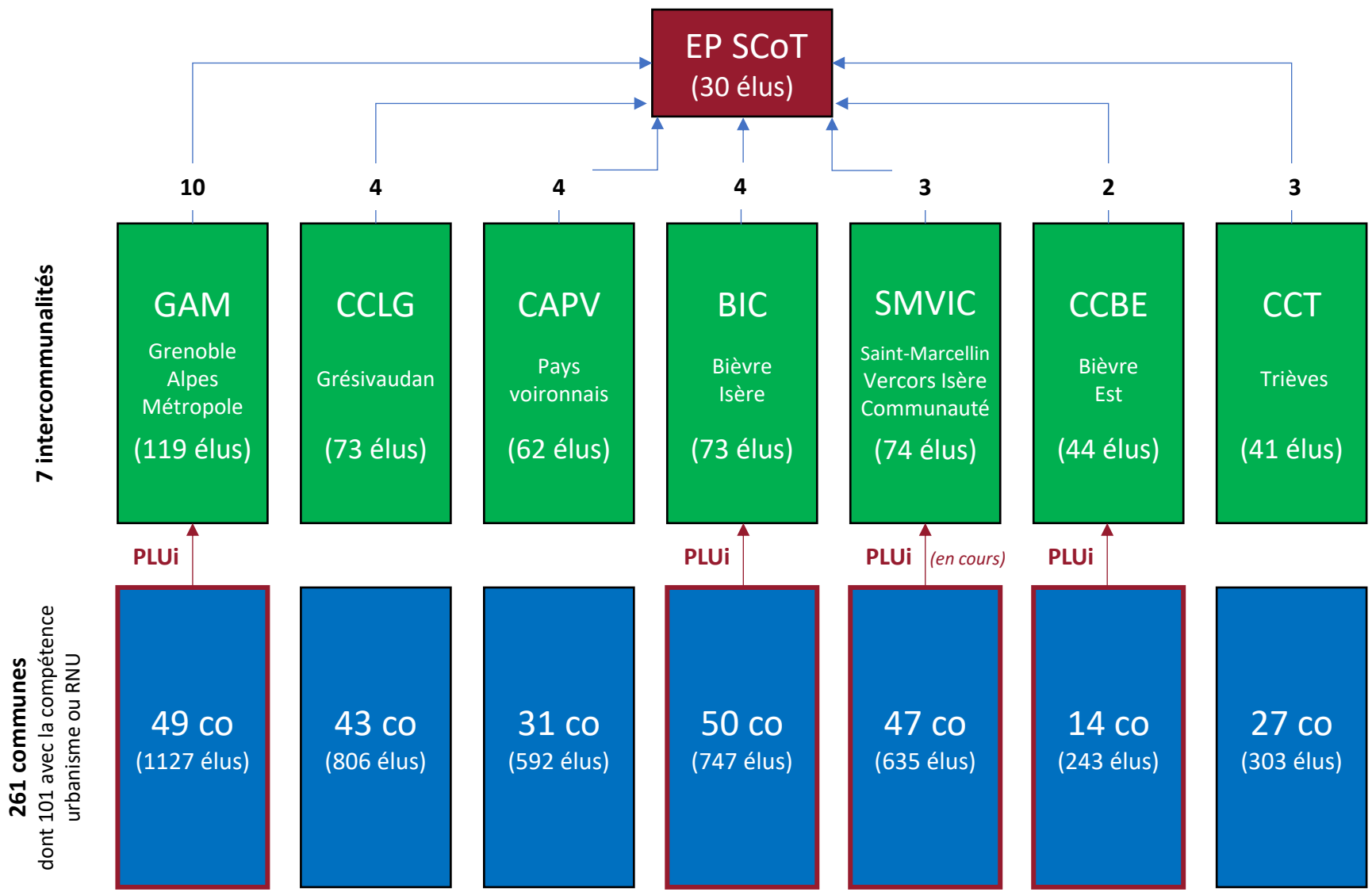
7 secteurs réunissant 7 EPCI

- Grenoble-Alpes Métropole
- CA du Pays Voironnais
- Bièvre Isère Communauté
- CC de Bièvre-Est
- CC Le Grésivaudan
- SMVIC
- CC du Trièves

Près de **330 500 emplois**

Environ **65 000 étudiants**

Le SCoT, une émanation du « bloc local »





Philippe CARDIN



Vincent FRISTOT



Florent CHOLAT



Laurent THOVISTE



Franck FLEURY

Grenoble-Alpes Métropole

Barbara SCHUMAN



Jérôme RUBES



Jean-Luc CORBET



Dominique ESCARON



Dominique SPINI



Bruno CATTIN



Nadine REUX



Anno GERIN



Anthony MOREAU

Pays voironnais

Coralie BOURDELAIN



Henri BAILE



Julien LORENTZ



Jean-François CLAPPAZ

Grésivaudan

Joël GULLON



Martial SIMONDANT



Jean-Pierre PERROUD



Dominique PRIMAT

Bièvre Isère

Jean-Claude DARLET



Gilbert CHAMPON



Albert BUISSON

Saint Marcellin Vercors Isère

Béatrice VIAL



Jérôme FALCONNIER



Claude DIDIER

Trièves

Roger VALTAT



Dominique PALLIER

Bièvre Est

Président
Vice-Président
 Membres du Bureau

Le SCoT – document pivot et intégrateur de la hiérarchie des normes

Loi Montagne, Règles générales du fascicule du Sradet, Schéma régional des carrières, Sdage/Sage, PGRI, Orientations et mesures des Chartes de PNR territorialement compatibles avec le Sradet, Plan d'exposition au bruit autour des aéroports

Objectifs du Sradet, Programmes d'équipement de l'État et des collectivités territoriales

Compatibilité

Prise en compte

SCoT

Schéma de Cohérence Territoriale de la Grande région de Grenoble

Plan de protection de l'atmosphère

Compatibilité

Compatibilité

Compatibilité

Compatibilité

Compatibilité

Programme local de l'habitat (PLH)

Plan de déplacements urbains (PDU)
Plan des mobilités

Plan climat air énergie territorial (peut être porté par le SCoT)

Compatibilité

Compatibilité

Pour PLUi valant PDM

Compatibilité

Plan local d'urbanisme communal (PLU) ou intercommunal (PLUi)
Carte communale

Permis de construire

Composition du SCoT



Le Rapport de Présentation

une pièce contenant des éléments informatifs et explicatifs : diagnostic, état initial de l'environnement, évaluation environnementale, justification des choix, indicateurs de suivi, etc.



Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

un projet politique :

- élaboré et débattu par les élus de la grande région grenobloise
- spatialisé et décliné en objectifs stratégiques



Le Document d'Orientation et Objectifs (DOO)

un ensemble de dispositions constituant une traduction règlementaire des objectifs stratégiques retenus dans le projet :

- des orientations et objectifs, avec lesquels doivent être compatibles les politiques d'urbanisme et d'aménagement des collectivités locales ;
- des recommandations et modalités de mise en œuvre et de suivi des orientations et objectifs, étant notamment proposés des outils et procédures.



Le Document d'Aménagement Commercial (DAC)

un volet du document d'orientation et d'objectifs, comprenant :

- une délimitation de zones d'aménagement commercial (Zacom) en cohérence avec les exigences d'aménagement du territoire ;
- des règles pour l'implantation d'équipements commerciaux au sein de ces Zacom.

Les grands principes du SCoT de la Greg

A retrouver dans le Document d'orientation et d'objectifs (DOO)

1. Préserver et valoriser durablement les ressources naturelles, la trame verte et bleue, les conditions de développement de l'activité agricole et sylvicole

2. Améliorer les qualités du cadre de vie en intégrant les exigences environnementales, paysagères, de sécurité et de santé dans l'aménagement du territoire

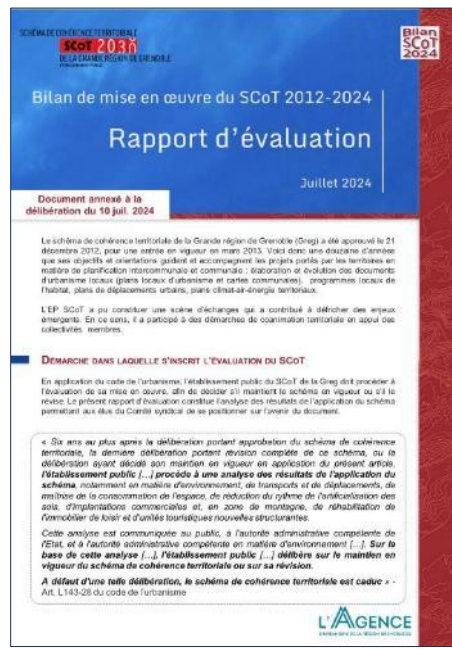
3. Conforter l'attractivité métropolitaine dans le respect des enjeux du développement durable

4. Equilibrer et polariser le développement des territoires pour lutter contre la périurbanisation et l'éloignement des fonctions urbaines

5. Intensifier l'aménagement des espaces et renforcer la mixité des fonctions pour lutter contre l'étalement urbain et la consommation d'espace

En 2024, un bilan et la prescription d'une révision du SCoT

➔ Un bilan de la mise en œuvre du SCoT produit par les élus entre 2023 et 2024



La Greg : évolution institutionnelle du territoire
Les réponses aux questions évaluatives

Retour sur 12 ans de mise en œuvre du SCoT

Un environnement normatif qui a évolué depuis 2018

Perspectives et nouveaux défis pour la région grenobloise

NB : Ce rapport, offrant une synthèse des travaux de bilan, est accessible depuis le site internet de l'EP SCoT @ www.scot-region-grenoble.org

➔ Une **révision du SCoT prescrite**, par délibération du Comité syndical en date du 21 novembre dernier, au regard d'un certain nombre de décalages constatés entre le document approuvé en 2012 et les attentes actuelles. Une approbation visée en 2029.

Motifs et modalités de la modification simplifiée

De l'extension urbaine au zéro artificialisation nette des sols

Loi d'Orientation Foncière du 30 décembre 1967 (création des SDAU et des POS)

Extension urbaine



Loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000
(création des SCOT et des PLU)

Renouvellement urbain



Loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010,
Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain



Loi Climat et Résilience du 22 août 2021
« Zéro artificialisation nette » à l'horizon 2050

Le ZAN, une réponse à l'étalement urbain

L'étalement urbain en France est élevé par rapport aux autres pays européens. **Les conséquences de cet étalement sont multiples : déplacements contraints, dépenses énergétiques, consommation d'espaces agricoles, pollution de l'air, perte de biodiversité, etc.**

En France
 Entre **20 000** et **30 000** ha
 artificialisés par an

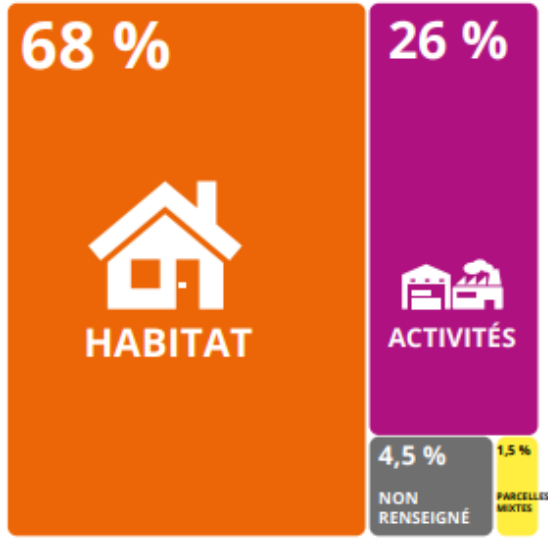
L'artificialisation
 augmente **4 fois**
 plus vite que la population

Entre 2009 et 2019
5 %
 des communes
 sont le lieu d'environ
40 %
 de la consommation
 d'espaces

2 %
 des communes
 n'ont aucune
 consommation
 d'espaces

Près de
1 commune sur 2
 n'a pas consommé
 d'espaces pour l'activité

Destination de la consommation d'espaces



Source : portail national de l'artificialisation

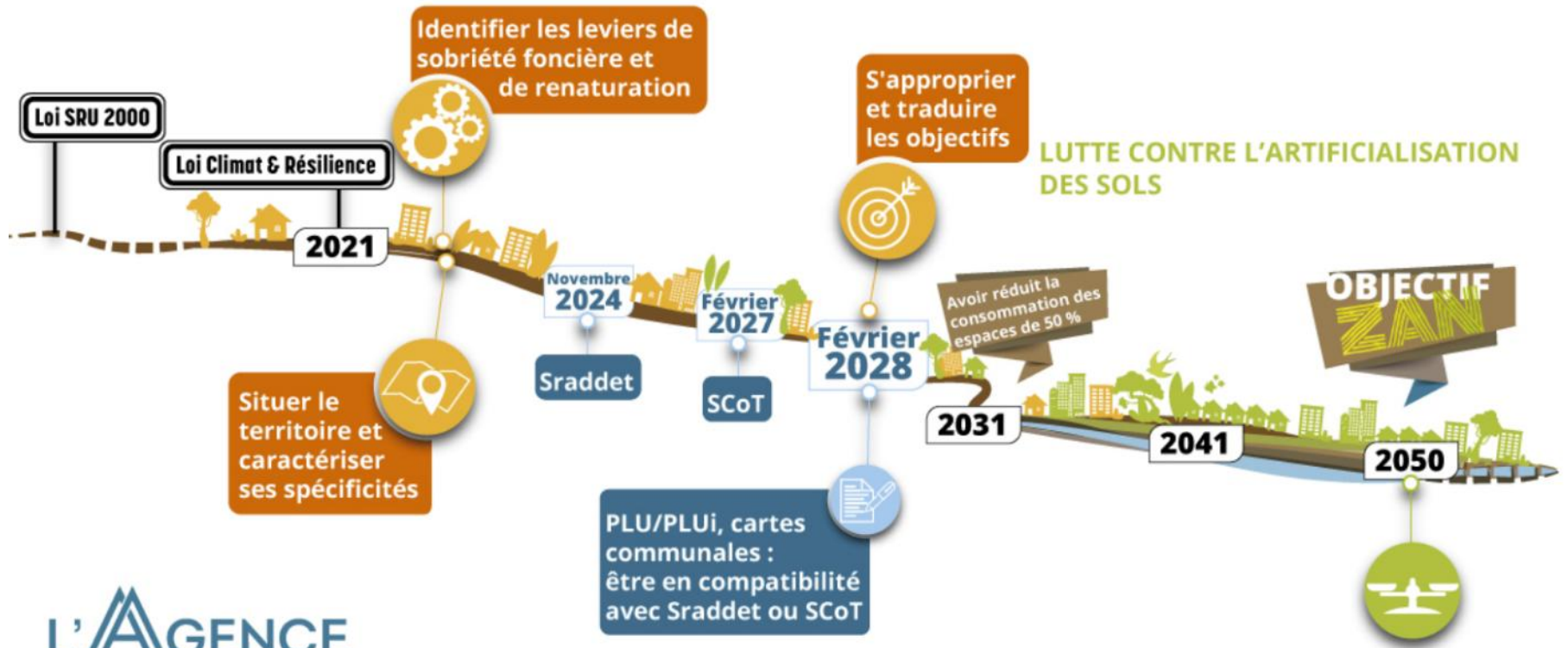
Loi climat & résilience : trajectoire vers le zéro artificialisation nette (Zan)

OBJECTIF ZAN 2050

À chaque TERRITOIRE sa trajectoire septembre 2023

*A suivre proposition de loi ZAN 3
déposée au Sénat début novembre*

LIMITATION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES



Objet et modalités de la modification simplifiée du SCoT

- Un objet unique : introduire dans le SCoT en vigueur l'objectif de **réduction de moitié la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) sur la période 2021-2031** par rapport aux surfaces consommées sur la période 2011-2021.
- Nécessité, au regard des évolutions substantielles à apporter au document, de soumettre la procédure de modification simplifiée à une **évaluation environnementale** et de l'accompagner d'un **dispositif de concertation**.

Dispositions du SCoT en vigueur pour limiter la consommation d'espace et éléments de bilan

« Consommation d'espace » : contenu du SCoT de la Greg

Les principes défendus par les élus en 2012

Poursuivre la réduction de la consommation d'espace non bâti



limiter l'étalement urbain et coordonner les disponibilités foncières avec les objectifs de développement

Des orientations :

Localiser les limites à l'urbanisation

Localiser en priorité l'offre nouvelle de logements dans les espaces préférentiels du développement

A l'échelle des secteurs de la Greg, donner un objectif annuel de consommation maximale d'espaces non bâtis, par les espaces urbains mixtes

Maîtriser l'offre d'espaces économiques en attribuant aux secteurs de la Greg une surface maximale de foncier pour l'accueil d'activités économiques, à répartir en dehors des espaces urbains mixtes

A l'échelle des communes, dimensionner l'offre foncière en attribuant une surface moyenne maximale par logement et en articulant le gisement foncier à l'objectif de production de logement

Des objectifs :

Tracer les limites des espaces potentiels de développement

(carte) *Voir carte associée*



2/3 pour les pôles principaux
1/2 pour les autres pôles



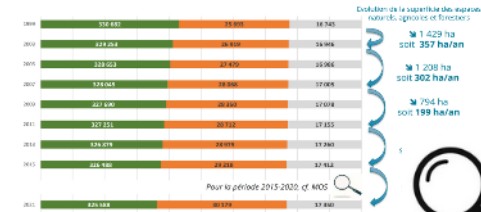
68 ha / an en dehors de l'agglomération grenobloise

690 ha à l'horizon 2030
(soit 38 ha / an environ)

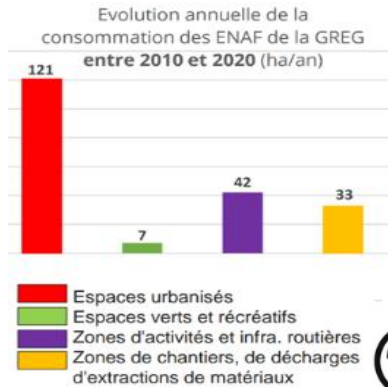


Entre 500 et 700 m² pour l'habitat individuel
350 m² pour les autres formes

- ❑ **Un rythme actuel de consommation d'espace divisé par deux en deux décennies**



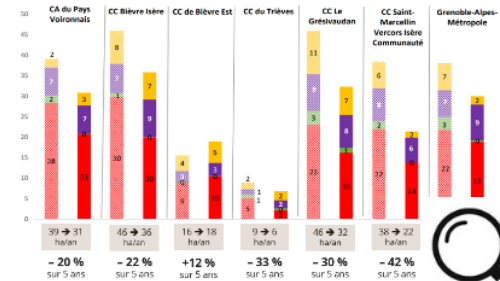
Voir l'analyse détaillée



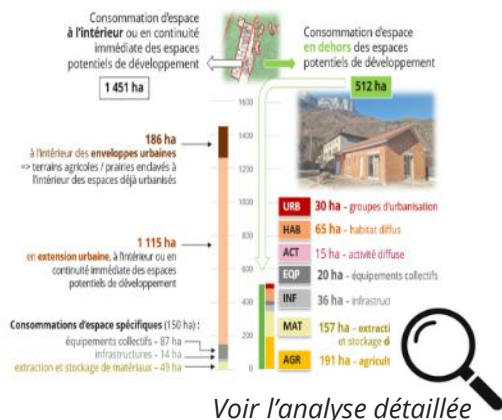
Voir l'analyse détaillée

- ❑ **Au cours de la décennie passée (2010-2020), l'effort s'est principalement focalisé sur les espaces urbains mixtes (principale cause de la consommation d'espace)**

- ❑ **L'effort de réduction de la consommation d'espace est constaté dans presque tous les EPCI**

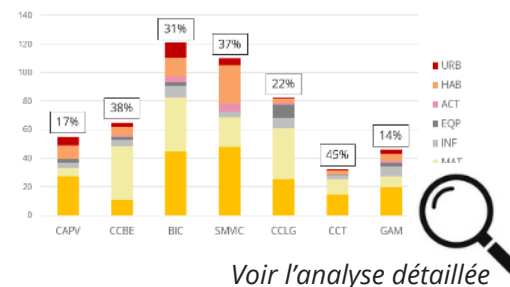


Voir l'analyse détaillée



- A l'échelle de la GReG, un quart de la consommation d'espace a lieu en dehors des espaces potentiels de développement

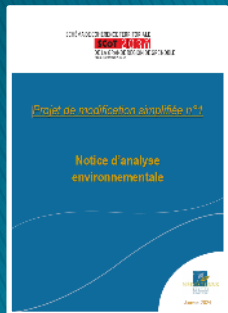
- Les EPCI sont diversement impactés par les usages du sol localisés hors espace potentiel





Modification simplifiée n°1 du SCoT de la GREG

« Evaluation environnementale »
Webconférence du 19 février 2025



Pour plus d'informations, se référer à la notice d'analyse environnementale disponible sur le site web de l'EP SCoT de la Greg (rubrique « modification simplifiée ») : <https://scot-region-grenoble.org/>

Quel est le rôle de l'évaluation environnementale ?

- ▶ **Identifier les enjeux environnementaux** au regard de la modification simplifiée et les partager
- ▶ **Regarder l'articulation** du projet de modification avec les documents cadre en matière d'environnement et d'aménagement : SRADDET, PNR Chartreuse, PNR Vercors (*en attente du décret de classement ce début 2025*), SDAGE, SAGE, PGRI.
- ▶ **Evaluer les incidences potentielles** du projet de modification sur l'environnement
- ▶ **Proposer des mesures d'évitement et de réduction** des incidences négatives identifiées

Démarche d'aide à la décision, de prise en compte des enjeux environnementaux et d'information du public sur les choix opérés

Quels sont les enjeux environnementaux ?

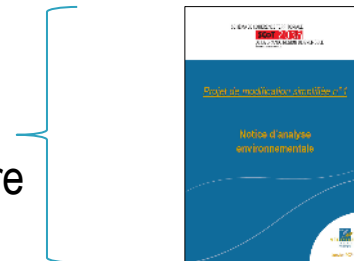
- ▶ Définition des enjeux au regard des objectifs de la modification simplifiée n°1

Quels sont les objectifs de la modification simplifiée ?

- ▶ Réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) sur la période 2021-2031

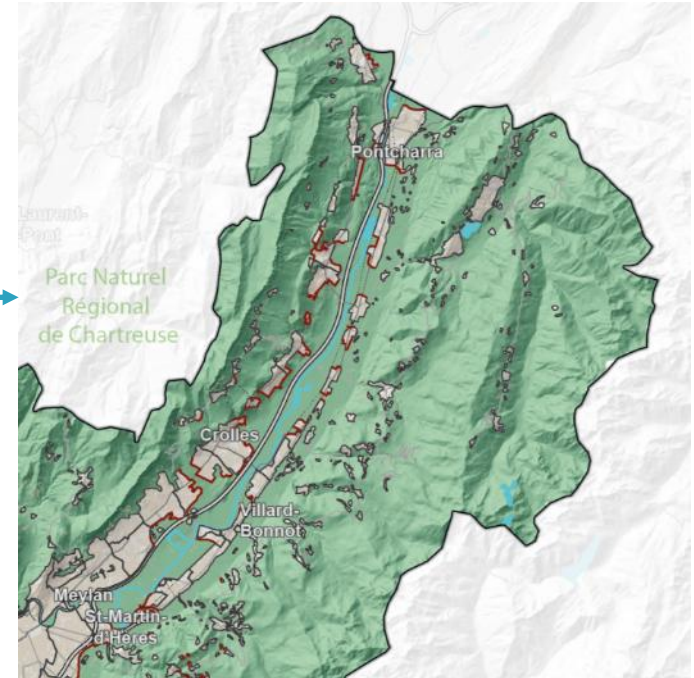
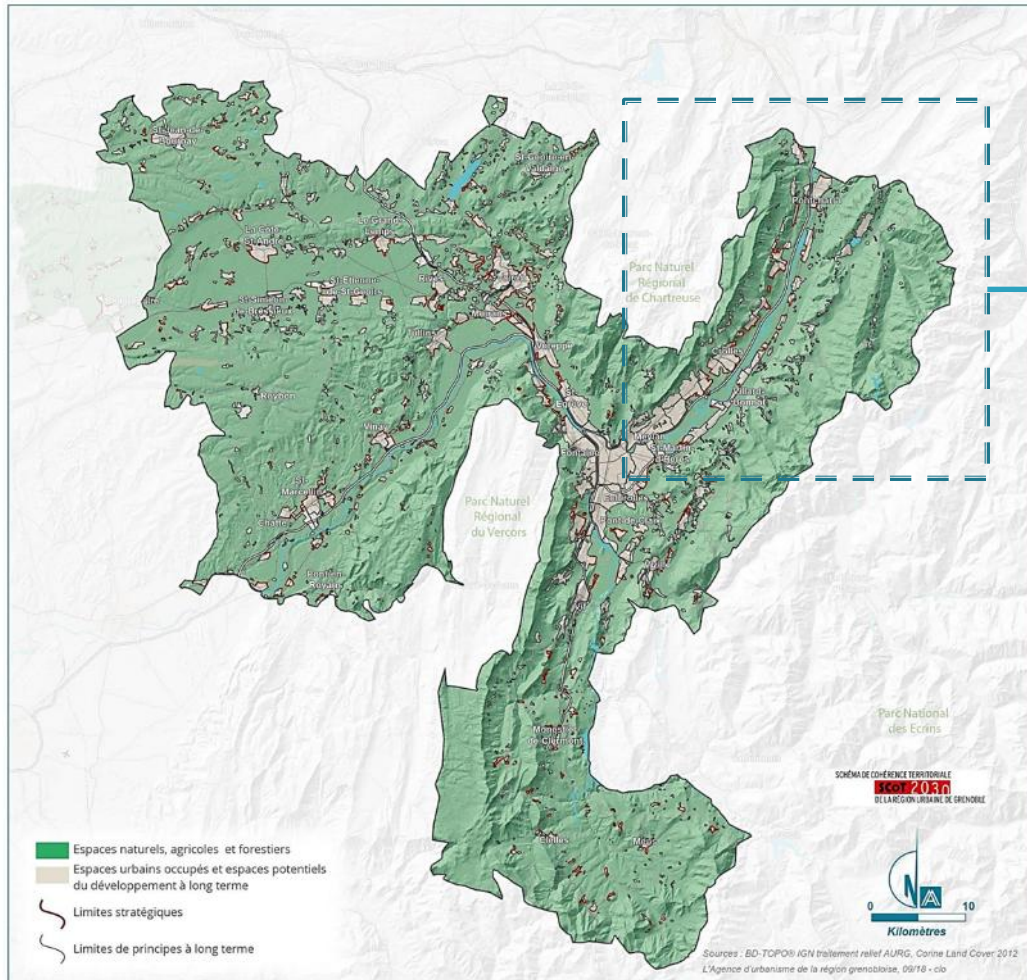
Quels sont les enjeux environnementaux potentiellement concernés et qui pourraient aider à prioriser les espaces concernés par cette réduction de la consommation d'ENAF ?

- ▶ Enjeux liés au **sol** : qualité et fonctionnalité
- ▶ Enjeux liés à la **biodiversité** : trame verte et bleue (zones humides, pelouses sèches, biodiversité « ordinaire », etc.)
- ▶ Enjeux liés à la **ressource en eau** : ressource stratégique, déséquilibre quantitatif, aire d'alimentation des captages, zones de sauvegarde...
- ▶ Enjeux liés aux **risques naturels** (inondations par débordement ou remontée de nappe, crues torrentielles, ruissellements, feux de forêt, chutes de blocs, etc.) **et technologiques** (ruptures de canalisation, etc.)



Pour plus de détails sur ces enjeux, se référer à la notice d'analyse environnementale.

Quels espaces seront plus particulièrement analysés ?



Quels enjeux sur les espaces potentiels de développement ?

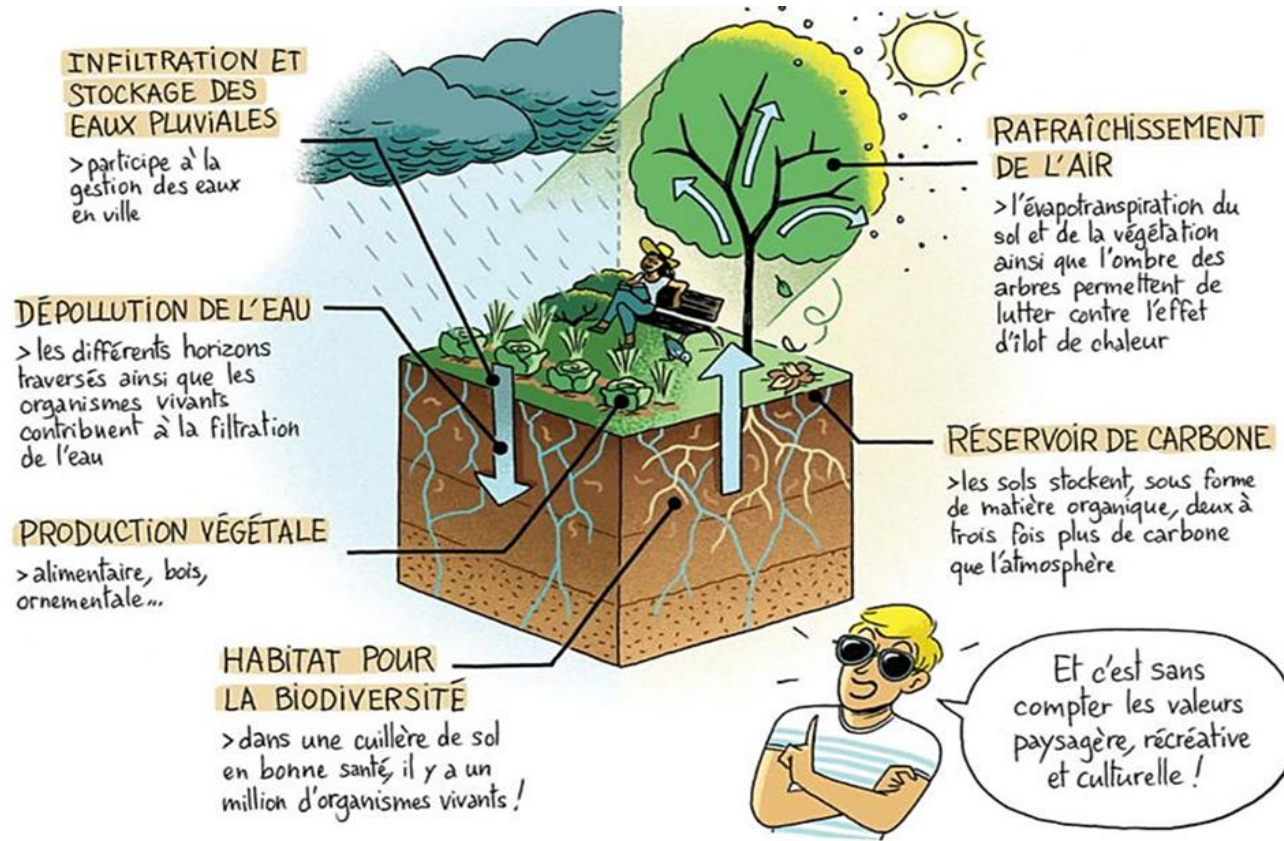
- Présence sol au potentiel agronomique ?
- Présence de zones d'importance « écologique » ?
- Présence de zone de sauvegarde lié à l'alimentation en eau potable ?
- Présence de risques naturels majeurs ?
- Etc.

Les enjeux seront regardés notamment au niveau des espaces potentiels de développement déjà identifiés dans le SCoT

Quels sont les enjeux à retenir ?

- ▶ La **maîtrise de la consommation d'espaces** naturels, agricoles et forestiers en dehors des espaces potentiels de développement.
- ▶ La **réduction de l'impact du développement de l'urbanisation sur les espaces agricoles**.
- ▶ La **prise en considération** des connaissances environnementales (**pelouses sèches, zones humides, etc.**) postérieures à l'approbation du SCoT.
- ▶ La **préservation de la fonctionnalité des sols et des services rendus*** à la société.
- ▶ La **préservation des zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable** identifiées, dont certaines sont concernées par des espaces potentiels de développement.
- ▶ La **prise en considération de la disponibilité de la ressource en eau**.
- ▶ La **prise en considération de l'exposition et/ou de la vulnérabilité aux risques naturels et technologiques**.

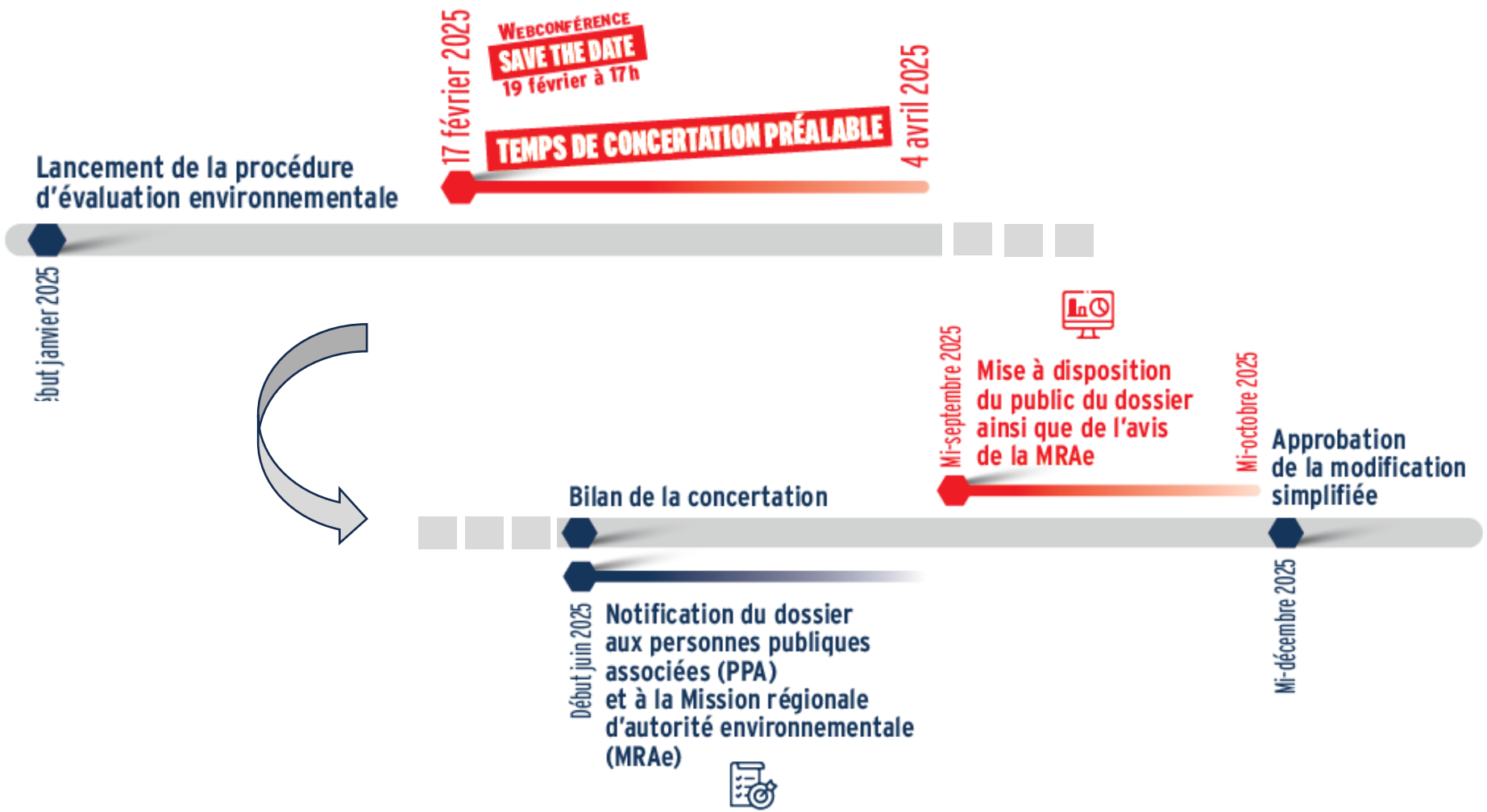
Rappel des services rendus par les sols



MERCI DE VOTRE ATTENTION

Calendrier prévisionnel de la modification simplifiée

Calendrier prévisionnel de la modification simplifiée



Pour s'informer sur la procédure



ACCUEIL L'ÉTABLISSEMENT LE SCoT LA REVISION L'ESPACE DOCUMENTAIRE

MODIFICATION SIMPLIFIEE ZAN

Pourquoi une modification simplifiée du SCoT ?

La loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets – dite loi Climat et Résilience – assigne les territoires à l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) des sols, à l'horizon 2050. Pour la période 2021-2031, l'effort consiste en une réduction par deux de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) par rapport à la consommation réelle de ces espaces observée au cours des dix années précédentes. Les SCoT ont jusqu'au 22 février 2027 pour intégrer ces objectifs.

Les élus du Comité syndical ont prescrit le 21 novembre 2024 la révision du SCoT de 2012. Au regard du temps nécessaire à l'élaboration de ce nouveau document, dont l'approbation est prévue pour 2029, il a toutefois été décidé d'intégrer les objectifs de consommation des ENAF dans le cadre d'une **modification simplifiée du SCoT** en vigueur, à approuver en décembre 2025. La trajectoire pour la période 2031-2050 sera quant à elle définie dans le nouveau SCoT.

Dans le cadre de la procédure de modification simplifiée, une évaluation environnementale des nouveaux objectifs de réduction de la consommation des ENAF a été lancée. Elle sera constituée d'un état initial de l'environnement et de ses perspectives d'évolution, d'une analyse des incidences des objectifs ainsi modifiés et d'une justification des choix retenus au regard de ces incidences.

Une concertation pour qui ? Pourquoi ?

Une concertation du public accompagne en deux temps cette procédure, afin de permettre à celui-ci de donner son avis sur le projet de modification simplifiée.

Dans un premier temps, une concertation est organisée du 17 février au 4 avril 2025, en amont de l'élaboration du projet. Elle permettra l'information et l'expression du public sur les principes poursuivis par la procédure. Les contributions feront l'objet d'un bilan, délivré par le Comité syndical puis versé au dossier de modification notifié aux personnes publiques associées et à la mission régionale d'autorité environnementale, à l'été 2025.

Dans un second temps, l'ensemble du dossier et des avis seront mis à disposition du public, qui sera invité à se prononcer sur le projet définitif, au début de l'automne 2025.

Vous êtes intéressés ? Participez !

POUR VOUS INFORMER, SUIVEZ LA webconférence du 17 février 2025, de 17h à 19h EN SUIVANT CE LIEN :

[CLIQUEZ ICI](#)

@ Une page dédiée sur le site du SCoT :
www.scot-region-grenoble.org

Contacts, documents de synthèse,
 contenus de la modification

A venir, trois réunions publiques :

- **Varcès-Allières-et-Risset** (salle de l'Oriel) : 17 mars à 18h
- **Tullins** (mairie) : 27 mars à 18h
- **Crolles** (siège de la communauté de communes) : 31 mars à 18h

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE



DE LA GRANDE RÉGION DE GRENOBLE
ÉTABLISSEMENT PUBLIC

44 avenue Marcelin Berthelot - 38100 Grenoble

Tél. 04 76 28 86 39

epscot@scot-region-grenoble.org

www.scot-region-grenoble.org